

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Inflation : Commençons par rendre aux consommateurs une partie des profits injustement engrangés

Paris, le 22 septembre 2023

Familles Rurales en appelle à la responsabilité tant du gouvernement que du parlement pour construire un cadre législatif rétablissant un rapport de force plus en adéquation avec les valeurs qui fondent notre société. Il n'est pas admissible que des profits records soient réalisés par des géants du secteur pétrolier, agro-alimentaire ou énergétique alors que des millions de nos concitoyens n'ont plus les moyens de se chauffer, se déplacer ni même de s'alimenter comme ils le devraient. C'est notamment en encadrant davantage les marges et en redistribuant la valeur que notre société comme notre planète devraient sortir grandies de cette crise.

Alors que l'inflation alimentaire a atteint plus de 20% en 2 ans, que le prix d'un litre de carburant avoisine voire dépasse les 2€, celui de l'énergie s'envole (+26% en 2023 juste pour l'électricité), dans le même temps le président de l'Autorité de la Concurrence Benoît Cœuré mettait en garde ce lundi contre des « profits excessifs », les 2/3 de l'inflation dans la zone euro serait le fait des entreprises¹...

L'Institut La Boétie confirme cet état de fait dans son étude [Inflation alimentaire : une crise causée par les multinationales](#) en posant « qu'entre les premiers trimestres 2022 et 2023, les profits bruts de l'industrie agro-alimentaire ont plus que doublé, passant de 3,1 milliards d'euros à 7 milliards, soit une hausse de 132 % sur un an ! »

Ainsi, alors que des millions de familles en sont à choisir entre remplir leur réservoir ou leur estomac, l'Etat semble se contenter d'attendre un sursaut philanthrope de ceux dont la vocation même est de gagner toujours plus...

Après un trimestre anti-inflation qui n'en portait que le nom, il s'agirait maintenant d'autoriser la vente à perte des carburants pendant 6 mois pour régler la problématique du pouvoir d'achat des ménages ?

Ni la vente à perte, ni les incantations d'autorégulation du secteur agroalimentaire ne pourront apporter de solutions viables pour contenir les prix des biens essentiels. Pour Familles Rurales, le temps est venu de prendre des mesures d'encadrement des marges et de taxation des profits pour rendre au consommateur son pouvoir d'achat.

L'Etat a su se montrer à la hauteur en 2022 en protégeant les consommateurs de hausses de prix inabsorbables s'agissant du gaz et de l'électricité. C'est dans cette continuité que doit s'inscrire son action. La France demeure l'une des plus grandes puissances mondiales, il est du devoir de nos dirigeants d'exercer leur responsabilité en rendant à des millions de familles leur dignité. L'accès aux services et produits de première nécessité ne doit plus constituer un luxe pour certains d'entre nous mais redevenir une réalité pour tous.

Contact : Niki Vouzas – niki.vouzas@famillesrurales.org – 06 49 49 75 17

¹ https://www.francetvinfo.fr/economie/inflation/il-y-a-un-risque-que-l-inflation-dure-si-les-entreprises-en-profitent-met-en-garde-l-autorite-de-la-concurrence_5897512.html